

"C'est du bout des lèvres que Moscou reconnaît l'Europe" dans Süddeutsche Zeitung (25 mai 1973)

Légende: En mai 1973, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung analyse l'attitude des États-Unis et de l'Union soviétique vis-à-vis de la Communauté économique européenne (CEE)

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; Herausgeber Heigert, H. 25.05.1973, Nr. 120. München: Süddeutscher Verlag GmbH. "Moskaus Lippenbekenntnis zu Europa", auteur:Schröder, Dieter , p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/c_est_du_bout_des_levres_que_moscou_reconnait_l_europe_dans_sueddeutsche_zeitung_25_mai_1973-fr-46c26b07-8271-4793-a6fc-a307f244fc24.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



C'est du bout des lèvres que Moscou reconnaît l'Europe

par Dieter Schröder

La misère de l'Europe occidentale consiste dans le fait que son économie communautaire n'a pas de superstructure politique, que ses institutions existantes sont faibles et que non seulement la France, mais aussi la Grande-Bretagne et même, de plus en plus, la République fédérale d'Allemagne, se rallient pour l'essentiel à l'idéal – si c'en est un – du général de Gaulle, l'idéal de la priorité pour les intérêts nationaux. Tant qu'il en sera ainsi, l'Europe ne pourra pas être «européenne», c'est-à-dire indépendante, et tant que la Communauté européenne s'appuiera sur le plus petit dénominateur d'intérêts commun, à savoir celui des avantages en matière de politique agricole et commerciale, cette Europe continuera d'être menacée par la force centrifugeuse de ces intérêts nationaux particuliers.

Ce triste état de choses ne pourrait guère être mieux illustré que par le bon mot attribué au président Pompidou: «J'ai d'excellentes relations avec M. Heath, mais nos vues divergent sur tous les points». C'est à peu près aussi de cette façon que Brandt pourrait parler de ses prochaines rencontres avec Pompidou et Heath. Chacun de ces trois personnages est ce que Brandt a dit de lui-même face à Nixon et à Brejnev, c'est-à-dire un «interlocuteur pour l'Europe». Par contre, il n'y a pas de «porte-parole de l'Europe». C'est cette fragilité persistante de la Communauté qu'il faut garder à l'esprit lorsqu'on veut porter un jugement objectif sur la «réalité» de l'Europe. Les Américains ont révélé le peu de cas qu'ils font actuellement de cette réalité lorsqu'ils ont pris l'Europe au dépourvu avec le projet d'une «nouvelle charte atlantique», qui montre à l'évidence combien les Européens sont divisés et combien peu ils sont préparés au rôle qu'ils voudraient jouer dans le monde. Le peu de cas que font les Soviétiques de la réalité de l'Europe se lit dans le fait que leur reconnaissance de cette réalité, y compris celle de Brandt par Brejnev, n'est pour l'instant rien d'autre qu'une reconnaissance du bout des lèvres.

Nixon et Brejnev ont proclamé tous les deux l'année 1973 «année européenne». Or, ce qu'ils entendent par là n'est nullement à l'avantage de l'Europe, d'autant plus que leurs conceptions risquent de coïncider. Au départ, Washington espérait que l'Europe serait forte, car elle aurait pu alors décharger en grande partie l'Amérique du fardeau de la défense du vieux continent. Cette vision comportait certainement aussi de beaux rêves que l'Europe n'aurait jamais pu réaliser. Aujourd'hui, les Américains se trouvent en présence d'une Europe suffisamment forte pour perturber leurs échanges commerciaux, mais trop faible pour faire davantage pour sa propre défense. Si cet état de choses ne change pas, ils pourraient être tentés – car finalement eux non plus ne sont pas de mauvais élèves du général de Gaulle – de préférer une Europe faible, à laquelle ils pourraient dicter leurs conditions, jusqu'à imposer une différence dans la protection nucléaire entre l'Europe et les États-Unis, dont la menace a déjà percé dans le message de Nixon sur la politique étrangère.

Quelle que soit la signification de la déclaration télévisée de Brejnev, qui a qualifié l'Europe de «continent de la paix, de la confiance et de la coopération bénéfique pour les deux parties», nous pouvons être certains que Brejnev souhaite une Europe faible. Les temps sont certainement révolus où les Soviétiques espéraient pouvoir torpiller la CEE. En tant que garante de la stabilité et du statu quo en Europe, elle n'est certainement pas pour leur déplaire, d'autant plus qu'ensemble avec les États-Unis ils peuvent la contrôler. Ils ne souhaitent toutefois pas que la CEE devienne plus forte. Ils refusent toujours de conclure des accords commerciaux avec la CEE. Dans cette perspective, la politique commune de la CEE en matière de commerce extérieur vis-à-vis des pays à commerce d'État du bloc oriental avait été suspendue jusqu'au 1^{er} janvier 1973. Cette politique se voit maintenant minée. Au lieu de renoncer à des accords, les membres concluent avec les Soviétiques des traités bilatéraux dans le domaine de la coopération économique, qui ne relève pas de la compétence de la CEE. Or, seul le nom les distingue d'accords commerciaux.

À cet égard toutefois, c'est à la «réalité» de l'Europe qu'il faut adresser un plus grand reproche qu'aux Soviétiques, d'autant plus que lors des entretiens préliminaires de Helsinki la CEE leur a refusé la clause de la nation la plus favorisée en tant que principe des échanges entre États et qu'elle les renvoie expressément, sur la base des *avantages réciproques*, à la coopération industrielle. Parce qu'elle est politiquement faible et désunie, la Communauté fournit elle-même le levier qui pourrait servir à la démanteler, si les Soviétiques le

souhaitaient. Cette impression risque d'être encore renforcée, puisque la Roumanie, qui cherche à conclure un traité avec la CEE, se voit traitée avec froideur, par crainte de Moscou.

Ce qui vaut à l'égard de Moscou, s'applique aussi aux négociations avec Washington et à la série de conférences internationales qui vont s'ouvrir sur des questions commerciales et monétaires, sur la sécurité et la réduction des troupes. Partout, l'Europe de l'Ouest est défavorisée par son manque de cohérence et l'absence d'une politique commune face aux superpuissances. Les événements commencent à dépasser les projets pour une Union européenne. C'est pourquoi le membre italien de la Commission, Spinelli, a proposé de nommer un «négociateur pour l'Europe». Mais à quoi sert un négociateur s'il n'y a pas de politique commune, ni de volonté d'imposer une telle politique?